

## Dynamiques de l'agriculture périurbaine : du local au local

André Fleury<sup>1</sup>  
Jérôme Laville<sup>2</sup>  
Ségolène Darly<sup>3</sup>  
Véronique Lenaers<sup>4</sup>

<sup>1</sup> École nationale supérieure du paysage  
de Versailles  
4, rue Hardy

78110 Versailles  
<a.fleury@versailles.ecole-paysage.fr>

<sup>2</sup> Centre technique interprofessionnel  
des fruits et légumes (CTIFL)  
Département fruits et légumes

22, rue Bergère,  
75009 Paris  
<laville@ctifl.fr>

<sup>3</sup> 72, rue Doudeauville,  
75018 Paris

<segolene.d@free.fr>

<sup>4</sup> SAFER Rhône-Alpes  
4, avenue du Champ de Foire,  
0100 Bourg-en-Bresse  
<v.lenaers@voila.fr>

### Résumé

Les grands traits de l'évolution de l'agriculture périurbaine sont tout d'abord décrits : elle est d'abord nourricière de la ville, mais s'en éloigne quand l'évolution technologique découple bassin de production et bassin de consommation et étend l'aire d'approvisionnement au monde entier – c'est le passage *du local au global*. Il s'ensuit une grande diversité des produits offerts aux consommateurs et des prix bas, mais aussi la nécessité de règles de certification. Les producteurs s'adaptent par le progrès technologique, la délocalisation, mais aussi en adoptant la vente directe. Mais cela n'a pas changé le goût des citadins pour la campagne, autre regard sur l'espace cultivé. Avec l'amélioration des transports urbains, ce goût a fait émerger la forme urbaine nouvelle de périurbanisation. D'autres besoins émergent, d'ordre social, culturel et environnemental, d'une part, et de sécurité alimentaire, d'autre part. Il en résulte de nouvelles conceptions urbaines du projet de territoire et une nouvelle gouvernance : c'est l'émergence d'un nouveau local, moins fondé sur le produit que sur des qualités spécifiques de l'espace agricole.

*Mots clés* : Systèmes agraires ; Économie et développement rural.

### Summary

#### Evolution processes of periurban agriculture: From local to local

*From local to global.* This paper describes the evolution of periurban agriculture. Periurban agriculture used to supply food to the city. The improvement of logistic systems, the multiplication of super- and hyper-markets, and the fall of custom duties, all contributed to shifting food chains from local to global. The main effects of this process were the appearance of new food products on urban markets, the drop in consumer prices and the need to develop new rules for certification, which focus more on environmental and social issues. Farmers have been able to change their farming systems, by focusing on fewer products, by increasing their production, by using new technologies and by moving their farms away from the city. ... *And back to local?* City dwellers have always enjoyed the countryside, thus taking a new look at farmland. In the past, many people owned both city and country houses. Today, modern transportation makes it possible to merge both dwellings together, thus leading to a new urban process of periurbanization. These new "rurban" dwellers want to keep the rural landscapes they have chosen unchanged. New social, environmental and cultural needs appear, which concern agriculture in different ways. For consumers, the discontinuity of long distance food chains casts a doubt on the quality of urban food supply, despite the quality of modern food preserving systems. As a consequence, local agriculture – professional farming, hobby farming, community gardens, etc. – is once again considered as valuable. Rural countryside is increasingly valued as a place to live, enjoy oneself and work. More generally, new ideas of local governance arise that no longer exclude the farmers. A new local development emerges, based on rural goods and services, especially rural landscape.

Two cases are analysed. *The green triangle of horticultural cities* in Île-de-France, about 20 km south of Paris. The project is to make agriculture sustainable again. This should be achieved through three steps: (i) improve farming conditions and free farmers from urban constraints; (ii) at the same time, open farmland to public recreation activities (hiking trails, landscape scenery, discovery of farming); (iii) to promote new economic activities based on restored quality of countryside. *The new countryside of City of Laval*, Quebec (Canada). Thanks to a provincial bill, 30% of the total surface of this island near Montreal

Tirés à part : A. Fleury

is still devoted to agriculture and henceforth preserved. Farmers have made their farms more attractive in order to sell their products to city dwellers. A new rural landscape was built, which is now managed by local authorities in a remarkable design, called *La route des Fleurs* (Flower road). Local authorities have managed a similar design in the eastern part of Laval, where market-oriented agriculture (breeding and arable farming) is located. This is called *La venue des récoltes* (Harvest time). Many new activities, promoted by farmers (on-farm sales, education) or other people (social activities, horse riding clubs, etc.), are created to promote the qualities of the rural landscape. Today, Laval has again become a Montreal countryside.

*Key words:* Farming Systems; Economy and Rural Development.

**L'**histoire de la production agricole périurbaine, notamment celle des produits frais, est remarquablement riche d'événements : pour elle aussi, la globalisation des marchés est devenue un enjeu politique fort. Les produits frais y sont d'autant plus sensibles que les rapports physiques à l'alimentation sont au cœur de la vie quotidienne des consommateurs. Leur grande diversité caractérise les filières *ad hoc*, que ce soit en termes de situation par rapport à la ville, de complexité d'organisation ou de capacité de la production locale à répondre aux besoins de la ville voisine. Ces mutations ne sont pas propres aux seuls pays développés, ce qui fait se demander si les fortes différences entre Nord et Sud ne sont pas davantage le fait d'un décalage évolutif que d'une différence socio-économique [1].

Le fait nouveau des dernières décennies est la puissante dynamique d'expansion des villes, accompagnée le plus souvent de leur étalement spatial, à cause du goût pour l'habitat individuel à faible densité (*pavillon de banlieue avec jardin*) des pays développés ou de l'unique solution des pays en développement qu'est l'habitat précaire pour les pauvres. Si ce processus tend à éloigner les citadins de la réalité concrète de la production, il s'accompagne, dans les pays développés, d'un goût renouvelé pour la campagne et du renforcement des représentations mentales sur les ceintures vertes des villes. Ainsi, le paysage rural devient un projet urbain ; certains voient dans le jardin potager la nouvelle panacée urbaine, d'autres s'interrogent sur la multifonctionnalité de l'agriculture professionnelle pour restaurer la qualité humaine de l'habitat urbain.

## Une première phase d'évolution : du local au global

La ligne générale est le découplage croissant entre les bassins de production et de consommation, au fur et à mesure de la modernisation des filières d'approvisionnement des villes. Il en est résulté un élargissement croissant des aires d'approvisionnement et un allongement des filières.

## Des changements majeurs dans l'approvisionnement

### En matière de mutations logistiques

En ouvrant à l'Amérique, dès la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, puis à de nouveaux pays producteurs, le marché européen des céréales, la grande navigation a obligé l'agriculture périurbaine à se spécialiser dans les produits frais (fruits et légumes, fleurs, vin, lait, notamment) et la satisfaction des besoins de la cavalerie urbaine. La révolution de la voie ferrée après 1860, relayée par celle du camion après 1930, et contemporaine de la maîtrise des techniques de conservation (notamment par le froid), a refaçonné la carte des spécialisations nationales en faveur des régions favorisées par le climat ; les Parisiens vont oublier leur vin médiocre et découvrir les légumes de Provence ou de Bretagne. Enfin, le transport aérien change l'échelle géographique des échanges de produits frais, qui devient mondiale ; en 1967, l'installation des Halles de Paris à Rungis, près de l'aéroport d'Orly, illustre cette mutation.

### En matière de systèmes d'approvisionnement et de distribution alimentaire

Alors qu'au Moyen-Âge dominait une organisation domaniale de l'approvisionnement où chaque entité sociale y pourvoyait à partir de ses domaines agricoles, le marché s'est imposé dès avant la Renaissance, matérialisé par la construction de halles. La dimension de ces dernières a accompagné la croissance urbaine ; les Halles de Rungis sont considérées comme le plus grand marché de produits frais du monde. À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, de nouvelles filières apparaissent où les entreprises de distribution en grande surface commerciale deviennent prédominantes et nouent des relations directes avec des bassins de production. En matière de fleurs, par exemple, des sociétés hollandaises contrôlent désormais une partie des marchés mondiaux.

### En matière d'effacement des barrières douanières

Il est dû à la fois à la création de vastes entités dans lesquelles des marchés uniques sont instaurés et à des accords internationaux, notamment l'organisation mondiale du commerce, qui visent la réduction des obstacles à la concurrence. Cette ouverture du marché des pays signataires renforce l'efficacité et l'expansion des filières globalisées de distribution.

## Avec une transformation résultante de la production et de l'approvisionnement

### Les adaptations stratégiques des producteurs

L'agriculture périurbaine spécialisée a donc considérablement régressé ; les pro-

ducteurs se sont spécialisés sur deux registres. D'une part, ils se sont maintenus sur les seuls produits où ils conservent un avantage : ceux qui restent coûteux à transporter, du fait soit de leur fragilité intrinsèque (certains légumes-feuilles, certains fruits et fleurs), soit de leur encombrement (plantes en pot, plantes à massif, plants de pépinière). D'autre part, ils ont progressé en technologie, comme les horticulteurs parisiens à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle [2] ou les producteurs hollandais, dont la serre lourde a été dans les années 1970 l'instrument efficace de la conquête de certains marchés européens (tomate, rose).

La délocalisation, financée en partie par la plus-value foncière de terrains suburbains, est devenue la stratégie dominante des producteurs spécialisés pour réduire leurs coûts spécifiques de production (surcoûts du voisinage urbain, énergie, charges salariales). L'éloignement est général, mais variable :

- Émigration en *lointaine proximité*, afin de pouvoir encore bénéficier des infrastructures économiques de la ville en évitant les inconvénients de son voisinage (infrastructures commerciales comme à Rungis, à Paris, France, infrastructures urbaines, comme l'aéroport et les centrales électriques de Bangkok, Thaïlande, essentielles aux exportations de produits frais).

- Redéploiement dans les zones climatiquement favorables du pays, telles les côtes méditerranéennes de l'Europe du Sud, au climat favorable à l'abaissement des coûts énergétiques.

- Installation dans des pays à main-d'œuvre bon marché ; le sud de la Méditerranée offre à la fois un climat favorable et des charges salariales réduites.

### De nouvelles exigences des consommateurs

L'élargissement a entraîné une diversité remarquable de l'offre en produits frais, concernant non seulement tous les registres de l'alimentation fruitière et maraîchère (production fruitière, maraîchère haut de gamme, produits hors saison et exotiques, etc.), mais aussi les plantes ornementales et de pépinière.

En même temps, les possibilités de garantir la qualité des produits sont moindres, les nouveaux pays producteurs étant moins exigeants en termes de respect de l'environnement, de sécurité sanitaire des aliments et de conditions sociales de production. Les pouvoirs publics des pays développés ont donc mis l'accent sur la certification : origine géographique

(labels, indications géographiques, etc.), mode de production (produits fermiers). Le maintien de la réputation est devenu une affaire de marketing, s'appuyant sur le paysage, sur le patrimoine (*le bon par le beau* ou *par le traditionnel*), ou sur la reconnaissance sociale des systèmes de culture à *zéro défaut environnemental* (assuré en agriculture raisonnée, mais populaire en agriculture biologique).

Il s'y ajoute maintenant d'autres aspects, qui concernent les conditions de travail, pour lesquelles les pays européens développent une réglementation exigeante qu'ils veulent imposer aux producteurs des pays en développement, et l'acceptabilité des nouvelles techniques de production (hormones en élevage, organismes génétiquement modifiés en agriculture).

Ce faisant, la certification est devenue un instrument politique puissant, qui confère un avantage aux producteurs des pays développés, souvent mieux organisés.

### En conclusion

Le marché des produits frais s'est éloigné du local : dans les pays développés, l'agriculture périurbaine n'a plus guère de responsabilité spécifique dans l'approvisionnement local ; si elle reste spécialisée en produits frais, ce n'est qu'à cause des atouts économiques ou écologiques. C'est maintenant une agriculture des grands marchés. Ce découplage entre bassins de production et de consommation est moins avancé dans les pays en développement, mais y est néanmoins visible dès que les coûts moindres de transport favorisent la production lointaine (cas de l'oignon en Afrique occidentale).

Ce faisant, la planification urbaine est devenue plus négligente de l'agriculture : l'histoire du maraîchage d'Île-de-France décrit ce long déplacement en aval ou en amont des vallées par rapport à Paris, jusqu'à un fort effacement. Tant qu'existe un risque d'insuffisance d'approvisionnement, la planification urbaine en tient compte à l'échelle locale ou nationale : la Suisse ou le Québec, entre autres, montrent l'exemple d'une politique stricte de protection de l'espace agricole à l'échelle nationale. Dès que ce risque n'est plus vraisemblable, l'espace de l'agriculture spécialisée devient un vide urbain ; l'agriculture qui y est pratiquée n'est plus nécessaire à l'alimentation locale, et n'a de sens qu'en termes socio-économiques (emploi, infrastructures spécialisées). Cela peut conduire aussi à un quasi-abandon de territoire, ce que démontrent

les friches visibles autour de grandes villes de pays développés.

## De nouveaux processus sociaux à l'origine du retour au local

Un processus multiforme est visible dans tous les pays développés : alors que les pouvoirs urbains s'intéressaient moins à l'agriculture, la société urbaine s'est mobilisée à divers titres pour se réapproprier, à sa façon, les espaces ouverts. Si l'intérêt s'est d'abord porté sur la nature, il s'est bientôt élargi à l'agriculture.

Deux points de vue se sont développés : la recherche d'une autre production alimentaire locale, donnant globalement plus de sécurité, mais aussi celle d'un autre cadre de vie, la *campagne*. Les espaces d'agriculture redeviennent ainsi des enjeux locaux.

### Une nouvelle réflexion sur la production locale

#### La sécurité d'approvisionnement

Cependant, la démarche d'autoapprovisionnement perdure souvent. D'une part, ce peut être la recherche du produit rare hors-marché, propre à certains systèmes d'organisation, serres municipales ou institutions spécifiques, etc. Mais, d'autre part, c'est surtout le recours au jardinage familial comme stratégie de survie en période de crise : en Europe occidentale, les jardins ouvriers au XIX<sup>e</sup> siècle ou pendant la dernière guerre ; actuellement en Europe orientale après l'effondrement des États communistes ; en Asie du Sud-Est après la crise financière de 1997 ; dans les pays africains ravagés par la guerre. Cela rejoint de nouvelles préoccupations des pouvoirs publics, plus sensibles de nos jours au risque socio-politique de rupture brutale des réseaux logistiques, consubstantiels aux filières longues ; ils posent alors de nouveau la question d'assurer localement l'approvisionnement des villes en produits frais non ou peu stockables.

Par ailleurs, les consommateurs sont plus inquiets quant à la qualité de leur alimentation, en termes de risques induits par des systèmes de culture, par des procédés

physico-chimiques de conservation et par les méthodes d'obtention de nouvelles variétés. Ils constatent que leurs attentes ont souvent cédé le pas à celles des opérateurs des filières longues.

### Une nouvelle opportunité de production marchande

Pour les producteurs, c'est l'occasion de se rapprocher des consommateurs par la vente directe. En Île-de-France, on a ainsi observé un quasi-triplement de la présence des producteurs sur les marchés forains dans la seconde moitié du <sup>xx</sup>e siècle [3], le développement de la vente à la ferme et de la cueillette. La production locale est alors susceptible d'un nouveau développement, qui n'est par ailleurs pas synonyme de petite exploitation : des exploitations parisiennes assurent jusqu'à 30 marchés par semaine.

La force de ce nouveau marché est cependant tempérée par la crainte des consommateurs que la pollution urbaine (pollution de l'air, pollution du sol induite par l'utilisation agricole des déchets) soit désormais un facteur d'altération de la qualité hygiénique de la production locale.

## De nouveaux rapports sociétaux des citoyens à l'espace rural

### L'actualité renouvelée d'une constante européenne : la campagne

Une manière de vivre très ancienne des citoyens européens est la double résidence, l'une urbaine, l'autre en proche *campagne* : le château, la ferme dans les années 1960. En permettant d'habiter la proche campagne sans accroître le temps de trajet, l'amélioration contemporaine des transports a permis de fusionner les deux résidences en une seule, et fait ainsi apparaître la nouvelle forme urbaine de la ville éclatée, qualifiée de « périurbanisation » ou de « rurbanisation » [4]. Cela engendre aussi la coexistence, sur le même espace, de deux sociétés, l'une agricole, productrice des formes de l'espace et de denrées agricoles, l'autre citadine, productrice d'usages spécifiques dans ce qu'elle appelle la *campagne*.

Ce processus a été renforcé après la prise de conscience de la crise environnementale, initiée vers 1960, mais surtout développée après 1970 ; la *nature*, puis la *campagne*, sont désormais des lieux rêvés de vie [5]. Ceux qui les ont recherchés entendent y conserver les qualités d'espace rural qui les ont attirés. Aussi, *via*

leurs élus locaux, veulent-ils non seulement maîtriser l'urbanisation dans leur voisinage, au risque de paraître *nimby* (*never in my backyard*), mais aussi affirmer et maintenir *in situ* l'identité propre de leur nouveau lieu d'habitat, en se référant plus fréquemment à l'environnement, au patrimoine et au paysage.

Aussi, une forme urbaine nouvelle s'est imposée, la *ville-campagne*, séparée de la ville dense par un nouveau rempart, la ceinture verte agricole, telle que le créateur du concept, E. Howard, l'avait conçue à la fin du <sup>xix</sup>e siècle. Après 1970, la déclinaison s'est faite vers des formations vertes sans fonction productive directe (forêts récréatives, écosystèmes protégés), comme le montrent les villes nouvelles françaises. Si, de nos jours, des environnementalistes les considèrent encore comme les seules aptes à répondre aux besoins du développement durable [6], l'agriculture reprend peu à peu *droit de cité* davantage par le rapport sensible aux aménités rurales et notamment au paysage que par le prestige du produit local.

### L'émergence de nouveaux besoins sociaux dans les villes

La ville moderne recrée en permanence l'exclusion, qui détermine la recherche d'instruments *ad hoc* pour la reconstruction de rapports sociaux, parmi lesquels l'agriculture offre différents outils pour différents objectifs.

La concentration et la relocalisation périurbaines de la distribution alimentaire ont créé une exclusion d'ordre alimentaire en éloignant de l'approvisionnement en produits frais des populations pauvres dépourvues d'autonomie de transport. La malnutrition conséquente, renforcée par une inculture fréquente en hygiène alimentaire, se développe alors, particulièrement dans les villes désindustrialisées ou dans les banlieues en crise du monde développé [7].

Des populations urbaines sont en risque de désocialisation. De nombreux travaux montrent l'intérêt de l'agriculture, notamment du jardinage communautaire, comme thérapie sociale : « La plante agit comme élément structurant pour les personnes en difficulté... Elle donne un sens et de la valeur au travail et aux efforts fournis. » [8]

Enfin, il ne faut pas négliger l'agriculture récréative, soit comme jardinage de production personnelle, soit sous les formes extrêmement variées de *hobby-farming*.

## Vers de nouvelles formes de production locale

Ces mutations en appellent de fait à la *multifonctionnalité* de l'agriculture, à travers sa diversité de formes et de produits ; il s'ensuit une autre conception du territoire, dit alors *agriurbain*. Ce territoire « agriurbain » ne devient durable qu'avec une organisation équilibrée de la coexistence, une nouvelle gouvernance.

### Un enrichissement de la multifonctionnalité

Les principaux mots clés des nouveaux habitants sont le paysage, le patrimoine et la sécurité environnementale, qui constituent autant de fondements de l'enracinement social dans de nouveaux territoires. Aussi, les politiques agricoles locales des villes se parent-elles d'une étonnante diversité : patrimoine, paysage, environnement, contribution sociale ou culturelle, etc. [1].

Leur élaboration est complexe, dans la mesure où elles n'ont pas toujours bien conscience que l'acte agricole de production doit rester central. Des deux composantes du paysage – la réalité spatiale organisée par le travail agricole et le regard de l'observateur – la seconde est souvent peu discutée, comme si elle allait de soi ; or, elle dépend beaucoup des références mobilisées. Ainsi, comment l'espace agricole d'Île-de-France pourrait-il être attirant quand, malgré la prise de conscience réelle des agriculteurs, persiste sur lui l'étiquette péjorative de *productivisme*, largement façonnée par les médias.

Par ces politiques, on est tenté de privilégier, voire de réinventer une ruralité traditionnelle en effaçant les signes de modernité, ou en restaurant le bâti ou le paysage. Dans le même esprit, des pays développés tels la Norvège, le Japon ou la Suisse affirment leur volonté de maintenir coûte que coûte l'agriculture nationale, arguant de la sécurité alimentaire, du patrimoine ou du paysage. Dans ces cas, l'accord des agriculteurs est loin d'être acquis, car ils se refusent à être les jardiniers du paysage.

Au contraire, l'objectif, d'ordre social, doit être plutôt d'intégrer l'agriculture dans le projet urbain, en y inscrivant les dynamiques agricoles proprement dites. On peut en citer quelques exemples innovants.

- Des initiatives d'*agriculture urbaine* sont prises pour redévelopper *in situ* une production de frais assurant les apports vitaminiques et protéiniques essentiels ; elles occupent des friches industrielles,

voire des sites hors-sol en cultures hydroponiques [7].

- Des producteurs professionnels de frais cherchent à résoudre leur problème de main-d'œuvre en associant à l'activité de production pour le marché une démarche d'insertion sociale déjà soutenue par les pouvoirs publics.

- Une indemnisation spécifique des surcoûts liés au voisinage urbain a été créée en Île-de-France, les seuls territoires éligibles étant ceux du périurbain dense (plus de 1 000 hab./km<sup>2</sup>) ; l'objectif est clairement de maintenir *in situ* le paysage agricole par le maintien d'une agriculture viable.

### Une autre conception de l'aide aux agriculteurs

Les valeurs nouvelles souscrites par les citoyens prennent peu à peu sens en termes économiques, puisque l'agriculture est clairement requise pour des finalités qui s'ajoutent à celles du produit *stricto sensu* : il s'agit d'une agriculture désirée. En tant qu'entrepreneurs, les agriculteurs restent maîtres de leur propre jeu. En termes de produits, la démarche est inspirée, mais inversée, du processus classique de labellisation géographique : on étend à des produits la définition sociale ou politique du territoire.

Les formes de participation de la puissance publique sont variées (subventions, prise en charge de frais spécifiques, etc.), mais leur trait commun est de vouloir maintenir l'agriculture locale dans sa réalité spatiale. Il s'agit bien d'une com-

mande à l'agriculture, ce qui rend légitime le paiement de cette commande.

## Des politiques territoriales agriurbaines

Après le lien alimentaire (premier état des relations ville/agriculture), la planification urbaine a souvent considéré l'espace agricole comme vide urbain (deuxième état). Ces politiques territoriales agriurbaines introduisent alors un troisième état, où les liens sont très différenciés.

### Les projets locaux en pays développés

On constate une étonnante floraison de projets, à l'initiative des habitants, des agriculteurs et des élus locaux ; en France, le réseau de villes *Terres en Villes* s'est donné mission de coordonner ces actions. Chaque ville y est représentée par son maire et par le représentant des agriculteurs.

Ces associations ville/agriculture signifient la naissance d'une nouvelle gouvernance : les habitants mettent en avant les produits (généralement frais) et l'accès à la campagne, les pouvoirs publics le paysage et l'environnement comme facteurs d'attractivité socio-économique, tandis que les agriculteurs attendent de meilleures conditions de fonctionnement, la restauration de leur capacité d'initiative et le paiement de leur service.

Le mouvement d'intercommunalité s'étend par lequel les « villes-centres » organisent en une communauté urbaine

leurs couronnes périurbaines et intègrent l'espace rural périphérique. Il est également bien présent dans les pays en développement, comme Dakar ou Tananarive en donnent l'exemple. Ces villes conçoivent alors souvent leur politique territoriale en affirmant une autre originalité fondée sur l'identité *verte* : si les unes valorisent la nature (parcs, forêts et jardins pavillonnaires des villes nouvelles européennes), les autres insistent sur leur originalité agricole, telles en Île-de-France celles du *Triangle vert des villes maraîchères du Hurepoix* [9] (*encadré 1*), ou au Québec, la municipalité régionale de Laval [10] (*encadré 2*).

## Conclusion

Sans doute, le titre de l'article peut-il paraître excessif : sauf choix idéologique ou impératif politique imposant à la production agricole de denrées d'être locale, on ne reviendra sans doute pas sur ce qu'apprécie le consommateur contemporain, la variété des produits frais et leur disponibilité sur l'année, liées à un approvisionnement global.

Cependant, d'autres exigences renvoient dès maintenant à d'autres fonctions qui réinventent la nécessité du local. Il se justifie, non seulement, en termes de produits alimentaires pour la sécurité d'approvisionnement et la qualité de l'alimentation de populations en situation de

### Encadré 1

## De l'agriculture de Saulx-les-Chartreux au projet intercommunal [9]

À 20 km de Paris Notre-Dame, cette commune de la vallée de l'Yvette a accueilli au XIX<sup>e</sup> siècle le maraîchage parisien, que l'urbanisation de la capitale repoussait. Maintenant rurbanisée, Saulx-les-Chartreux n'a pas eu à s'inventer d'identité nouvelle : son plan de village maraîcher, ses maisons qui sont souvent d'anciennes fermes maraîchères, les cultures de légumes encore bien visibles, ses anciennes familles maraîchères et ses nombreuses maisons de campagne témoignent abondamment de son histoire rurale... L'agriculture y occupe le tiers de la surface communale (238 hectares sur 765 hectares) et possède toujours des atouts d'ordre économique (proximité des Halles de Rungis, marchés forains parisiens, infrastructures céréalières), urbanistique (les servitudes liées aux lignes électriques, au voisinage de l'aéroport d'Orly, rendent un tiers de la surface communale inconstructible) et politique, puisque la municipalité s'est engagée dans une politique de conservation de l'agriculture.

L'avenir de l'agriculture est relativement assuré *via* un changement de production (céréaliculture en substitution au maraîchage) et donc de paysage rural, et à travers la valeur spécifique attribuée désormais à l'espace agricole, à la fois comme espace de fréquentation des habitants, mais aussi comme support d'activités économiques (centres équestres, hôtels valorisant explicitement leur voisinage rural, maraîchers vendeurs à la ferme). Surtout, la commune a créé avec quatre de ses voisines une organisation intercommunale : le *Triangle vert des villes maraîchères du Hurepoix*. Le programme d'action est : i) de libérer l'agriculture des contraintes urbaines (sécurité des productions, circulation des engins, qualité de l'environnement, etc.) ; ii) simultanément, d'ouvrir l'espace cultivé à la promenade et de développer des initiatives pour familiariser à nouveau le public avec l'activité agricole réelle ; iii) d'encourager tout projet économique appuyé sur les qualités de l'espace, à l'initiative de tout acteur économique.

## La production de territoire comme infrastructure économique : Laval, Québec [10]

Laval est une *Municipalité régionale de comté* (MRC) de 14 communes, sur une île du Saint-Laurent, contiguë de celle de Montréal. Bien que terroir légumier réputé au Québec, Laval aurait fini par être urbanisée en totalité si la province n'avait pas « zoné agricole ». Cette zone occupe 30 % du territoire (environ 6 000 hectares) ; environ 200 exploitations agricoles y travaillent. À l'abri de cette protection foncière, l'agriculture spécialisée est devenue l'un des principaux axes de développement de la ville, notamment parce que la concentration de 40 % de la population du Québec dans la région favorise l'écoulement des produits frais. Mais l'aspect le plus original de la politique est que les élus ont compris que les exploitations agricoles participent aussi à la conception du paysage comme facteur de développement urbain, ce qui légitime qu'elles soient soutenues financièrement.

La MRC a alors réinterprété la démarche marketing des producteurs spécialisés de l'ouest de l'île, qui aménageaient un stand de vente pittoresque et attractif sur les routes, devant leur exploitation. La MRC les a alors intégrés dans une *Route des fleurs*, devenue le support de la politique d'appui à l'agriculture spécialisée : poursuite du remembrement, création d'un centre d'expositions commerciales et horticoles, formation des jeunes repreneurs. Une idée analogue organise la pensée d'aménagement dans la vaste zone agricole à l'est de l'île, désignée comme la *Venue des récoltes*. Elle est remarquable par la diversité tant des productions (grandes cultures, divers élevages, horticulture et maraîchage de plein champ ou sous serre) que des paysages ruraux ; des rapports originaux émergent entre l'activité de production et d'autres activités concernant l'état, la gestion et l'aménagement de l'espace.

Le diagnostic territorial a permis alors de distinguer deux types d'activité économique :

- la production des formes de paysage, qui résulte de l'implantation des appareils de production agricole (bâtiments, parcellaires avec leurs clôtures, etc.), de l'existence des boisés, de l'eau, etc. ;
- l'exploitation de ce paysage, qui révèle que la multifonctionnalité de l'agriculture est bien la voie de développement retenue. Ce rapport social identifie à nouveau Laval comme une *campagne* de Montréal.

Les initiatives sont d'origine agricole ou non et sous le signe du dialogue. L'environnement urbain pèse toujours sur l'agriculture en termes de cohabitation (autorisations de pompage des eaux souterraines, restrictions de circulation agricole sur les axes routiers, pâturage des animaux, gestion des déchets, etc.), de subordination aux intérêts urbains (impacts du déneigement salin des routes sur la qualité des eaux et des produits agricoles, conséquences hydrauliques des nouvelles infrastructures routières) et de risque foncier face à l'urbanisation. Mais l'Union locale des producteurs agricoles, syndicat unique, a pris clairement position en faveur de la multifonctionnalité ; diverses structures de concertation favorisent la réflexion commune en matière d'aménagement du territoire, de protection de l'environnement et de conduite de l'agrotourisme. Enfin, la préservation de la zone agricole garantie par le gouvernement favorise l'émergence des projets. Aussi, un fort dynamisme, né dans les entreprises horticoles, est-il visible dans les exploitations où s'élaborent de nombreux projets individuels et collectifs.

Le projet *agri-urbain* de la ville de Laval se place toujours sous le signe du dialogue afin que l'usage de l'espace agricole par le public soit un outil de renforcement de la gouvernance locale pour défendre ensemble et valoriser la qualité du territoire de Laval.

besoin, mais aussi, fait nouveau, en termes de qualité du territoire. Il s'agit donc d'exploiter la multifonctionnalité de l'agriculture, qui en fait la productrice d'une infrastructure urbaine. Ces fonctions ne sont remplies que si les agriculteurs font d'abord leur métier de producteurs : c'est ce qui fonde leur organisation spécifique de l'espace, base des autres fonctions. Autrement dit, l'agriculture territoriale doit être d'abord productrice de denrées agricoles pour être multifonctionnelle. Corollairement, l'agriculture, activité d'entreprises économiques, ne répondra à ces nouvelles attentes que s'il existe une rémunération explicite de ses différentes fonctions. Également, cette dimension exige une autre gouvernance, qui associe

les agriculteurs périurbains à la vie de la ville : c'est la condition pour la *ville durable*, principe fondateur des lois récentes d'aménagement du territoire ■

### Références

1. Bouraoui M. *L'agriculture, nouvel instrument de la construction urbaine ?* Thèse Engref-ENSP, Paris, 2000, 428 p.
2. Phlipponneau M. *La vie rurale dans la banlieue parisienne*. Paris : Albin-Michel, 1956 ; 594 p.
3. Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Île-de-France (IAURIF). *Les marchés forains d'Île-de-France*. Paris : IAURIF, 2000 ; 156 p.
4. Bauer G, Roux JM. *La rurbanisation ou la ville éparpillée*. Paris : Éditions du Seuil, 1976 ; 192 p.

5. Hervieu B, Viard J. *Au bonheur des campagnes et des provinces*. La Tour d'Aigues : Éditions de l'Aube, 1996 ; 160 p.

6. Hough M. *Cities and natural progress*. New York : Routledge, 1995 ; 326 p.

7. Urban Agriculture Network (UAN) *Urban agriculture*. Washington : PNUD, 1997 ; 302 p.

8. Fédération nationale des producteurs de légumes (FNPL). *Dossier de presse. Présentation de RELIE (Réseau d'entreprises légumières d'insertion par l'économique)*, janvier 2001.

9. Lenaers V, Laville J, Fleury A. Le maraîchage dans une commune péri-urbaine ; son avenir incertain à Saulx-les-Chartreux. *Infos-CTIFL* 2002 ; (179) : 16-9.

10. Darly S, Laville J, Fleury A. L'agriculture multifonctionnelle de Laval, Québec. *Infos-CTIFL* 2002 ; (183) : 28-31.